

LE FAIT DU JOUR

politique.union@sonapresse.com

Au Gabon : "Alternance 2023" invite le CTRI à la discussion

PARMI les diverses réactions enregistrées au sein de la classe politique gabonaise, il y a celle de cette plateforme de l'opposition dont les membres se sont exprimés hier, à la faveur d'une déclaration à la presse.

O. N. & H.N.M
Libreville/Gabon

QU'ILS soient sur place ou qu'ils appartiennent à la diaspora, les acteurs de l'opposition ne sont pas restés indifférents à l'avènement au pouvoir du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI). Loin s'en faut.

Parmi les réactions enregistrées, il y a celle de la plateforme de l'opposition, "Alternance 2023" (PA 2023). Laquelle, par l'un de ses membres, Mike Jocktane, a fait une déclaration hier, à Libreville.

Occasion pour cette plateforme de "féliciter et rendre hommage à nos forces armées qui, à travers cet acte ultime, ont épargné à notre pays et à son peuple une nouvelle crise électorale dont les conséquences économiques, sociales et surtout en termes de vies humaines, auraient été encore plus graves".

Tout comme, la "PA 2023" estime que l'"intérêt supérieur de la Nation et la défense de



Une vue des leaders de la plateforme «Alternance 2023».

ses intérêts fondamentaux commandent de reprendre le processus de centralisation des résultats de l'élection présidentielle qui a été interrompu (...).

Non sans inviter les

représentants des Forces de sécurité et de défense à la discussion. Cela, "afin d'évaluer dans un cadre patriotique et responsable la situation et de trouver, entre Gabonais, la meilleure solution qui permettra à notre pays de sortir grandi de cette situation...".

A noter que la veille, une

collaboratrice du Pr Albert Ondo Ossa, Mme Laurence Ndong s'est également exprimée sur la question. Sur une chaîne de télévision française, elle a indiqué que son candidat "suit de près la situation et attend que l'armée fasse ce qu'elle a annoncé, c'est-à-dire aboutir à une transition.

Nous comptons sur l'armée pour respecter et restituer la souveraineté du peuple". Plusieurs autres acteurs politiques, tout comme ceux de la société civile ont réagi. Et dans l'ensemble les uns et les autres se sont réjouis de ce que ce coup d'Etat n'ait pas entraîné de pertes en vies humaines...

Le Maroc souligne l'importance de sauvegarder la stabilité de ce pays frère

H.N.M
Libreville/Gabon

DANS un communiqué parvenu à notre Rédaction, le Royaume du Maroc a indiqué "suivre de près l'évolution de la situation en République gabonaise".

Le Royaume chérifien souligne l'importance de sauvegarder la

stabilité de ce pays frère et la quiétude de sa population.

Rabat fait confiance à la sagesse du peuple gabonais, ses forces vives et ses institutions nationales, pour avancer vers une perspective permettant d'agir dans l'intérêt supérieur du pays, de préserver les acquis réalisés et de répondre aux aspirations de la nation gabonaise.

Plusieurs pays appellent à la stabilité du Gabon

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

Si de nombreux observateurs et autres Gabonais de la diaspora ont accueilli cette nouvelle avec joie et soulagement, plusieurs pays du continent, du monde et autres institutions disent "suivre la situation avec une attention particulière".

A commencer par la Chine. Partenaire économique privilégié de Libreville, Pékin n'a en effet

pas tardé à réagir. Par la voix de sa diplomatie, la Chine a invité "les parties concernées au Gabon à résoudre leurs différends par le dialogue, à rétablir l'ordre normal dès que possible et à assurer la sécurité personnelle du président gabonais Ali Bongo Ondimba".

Même son de cloche du côté de l'Élysée. Après avoir condamné la prise de pouvoir militaire, la Première ministre française, Elisabeth Borne, a souligné que Paris "suit avec la plus grande

attention la situation au Gabon". Pour la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), par la voix de son président en exercice, Faustin Archange Touadéra, il faut de rétablir l'ordre constitutionnel.

En effet, la Cémac appelle "au respect de l'intégrité physique et à la libération immédiate et sans condition de Son Excellence Ali Bongo Ondimba, président de la République gabonaise et des membres de sa famille".